

# Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE

3, rue Drouot (Paris 9<sup>e</sup>). — Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2<sup>e</sup>). — Téléph. : CENTRAL 80-81

DIRECTEUR

Miguel ALMEREYDA

Le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

## Pour les Rois gênants La Manière Française

Il y a, paraît-il, des peuples qui sont furieux contre leurs rois, et qui voudraient bien en être débarrassés.

Tout un lot d'Allemands commencent à trouver Guillaume fort dangereux. L'Empereur fait le malheur de l'Allemagne, disent-ils, et ils proclameraient volontiers la République ; ils nous envoient, par la Suisse, des brochures et de gros volumes où sans exprimer encore franchement leurs aspirations républicaines, ils manifestent leur dégoût du Kaiser.

De même en Bulgarie : un jeune journaliste de Sofia, M. Léo Savadjian, nous assure que nombre de ses compatriotes étaient las, aussi, de la royauté et qu'on leur ferait grand plaisir en les privant de leur Ferdinand.

En Autriche, enfin, et surtout en Hongrie, et en Bohême, on n'a point attendu pour crier : « Vive la République ! » la guerre présente et l'occasion qu'elle fut pour François-Joseph, de se montrer funeste à ses sujets.

Mais dans tous ces pays, la République apparaît encore sous les traits d'une amante de rêve, d'une princesse lointaine que l'on aime à la folie, mais que l'on désespère de voir jamais.

Les rois subsistent, malaisants. Se débarrasser d'un roi, voire d'une dynastie, ce n'est pourtant pas une opération impossible. Les Français l'ont fait, il y aura cent vingt-trois ans vendredi prochain.

Les Capétiens étaient pourtant plus anciennement établis en France que les Hohenzollern en Allemagne, les Habsbourg en Autriche et surtout les Cobourg-Orléans en Bulgarie. Et, à tout bien considérer, ils avaient fait définitivement moins de mal au pays. La France, à la veille de la Révolution, n'était pas aussi mal en point que l'Allemagne ou l'Autriche d'aujourd'hui.

Quand les représentants du peuple se décidèrent à confier Louis XVI aux soins du bourreau, nos finances se présentaient mal, certes, mais pas plus, et même moins que celles de l'Empire allemand en 1915.

Les revers que nous avons subis ne peuvent pas se comparer à ceux que l'élite du peuple sait, d'une certitude quasi mathématique, lui être réservés.

Des accapareurs avaient entassé le blé ; mais en bousculant ces accapareurs, en accrochant les plus féroces d'entre eux aux arbres de leurs parcs, le peuple pouvait encore se procurer du pain. En Allemagne, le peuple peut tuer les spéculateurs ; à moins qu'il soit assez peu dégoûté pour manger leurs cadavres, il n'aura pas un kilo de nourriture en plus à se mettre sous la dent. Or il n'y a rien, le spéculateur lui-même ne peut rien perdre. On dit bien de certains commerçants trop habiles : « Ils fondraient un œuf ! » Encore faut-il qu'ils aient un œuf. En Allemagne, bientôt il n'y aura même plus ce minimum.

Aussi les Français ne songeaient pas tout d'abord à supprimer ni la royauté ni les rois. En 1789, les Français étaient tous royalistes. Les réformes qu'ils réclamaient, ils entendaient les faire d'accord avec le roi. Tous les valeureux citoyens qui se trouvaient, par la suite, devenir les fondateurs de la République, se proclamaient monarchistes, et leur attachement à la royauté était sincère. Royaliste, Maximilien Robespierre ; royaliste, Camille Desmoulins ; royaliste même Condorcet, qui devait être le premier, peu après, à se proclamer républicain ; royalistes ceux qui rédigèrent l'immortelle charte des Républiques et des Démocraties, la Déclaration des Droits de l'Homme et ceux qui la votèrent.

L'Allemagne de 1915 compte certainement plus de républicains résolus que n'en comptait la France à l'aurore de la Révolution, en 1789 et même en 1791.

Ce sont pourtant ces royalistes de 1789 qui devaient, trois ans plus tard, proclamer la République et voter, l'année suivante, la mort du roi.

Que se passa-t-il donc, dans l'interval ? Rien de plus que ce qui se passe en Allemagne, en Autriche, en Bulgarie : il apparut que le roi était funeste au pays, faisait le malheur de la nation.

Louis XVI s'était révélé un ennemi du peuple. On avait découvert en lui et en sa fonction même un obstacle à la réalisation des réformes. Et comme on tenait aux réformes, on supprima l'obstacle.

Le peuple voulait son bonheur. Le roi s'y opposait.

Les représentants du peuple n'avaient qu'une chose à faire : faire disparaître le roi. Ils le firent allègrement.

Les prêtres réfractaires à la loi semblaient le trouble dans le pays. Les représentants du peuple voulurent les chasser et les mettre dans l'impossibilité de continuer à nuire. L'Assemblée législative proposa des mesures efficaces. A ces mesures, le Roi opposa son veto.

Hors des frontières, les nobles excitaient les rois étrangers à tomber sur la France pour obliger le peuple français à renoncer aux réformes qu'il réalisait peu à peu. L'Assemblée décida de punir ces traîtres ; elle voulut confisquer leurs biens, et faire fusiller ceux d'entre eux qu'on prendrait à combattre la France. Nouveau veto du roi.

Les nobles enfin décidèrent les ennemis de la France à marcher contre notre pays. La France fut envahie. L'Assemblée des représentants du peuple résolut de former une armée pour défendre la patrie : elle vota la formation d'un corps de 20.000 volontaires. A cette mesure encore le Roi oppose son veto.

C'en était trop. Puisqu'il ne suffisait pas pour le rendre inoffensif, de lui retirer son pouvoir, on lui retira la vie. On lui coupa le cou.

Voilà ce qui se passa. Voilà ce que tous les Français savent et ce que les Allemands les Hongrois, les Tchèques et les Bulgares qui se disent las de leurs souverains doivent ne pas ignorer et ne pas oublier.

Quand un roi fait le malheur de son peuple, ce peuple n'a qu'une chose à faire : supprimer ce roi.

Nous l'avons fait en France et nous nous en sommes bien trouvés. Jeunes Allemands, socialistes et républicains d'Autriche et de Hongrie nationaux, tchèques, Bulgares patriotes, vous nous dites que vous désapprouvez vos empereurs et vos rois et que vous voudriez vous en débarrasser ? Nous ne demandons qu'à vous croire. Nous croyons tout ce que vous nous dites dans vos brochures sous vos circulaires et dans vos journaux clandestins.

Mais vous, à votre tour, croyez-vous quand nous vous parlons au nom de notre vieille expérience.

Les pamphlets, les circulaires, les journaux clandestins toute cette littérature, c'est très bien. Mais la guillotine exécute mieux.

Georges CLAIRET

## La défense de Lille

Le général Percin a adressé, le 16 janvier 1916, au Directeur du Franc Catholique, la lettre suivante :

Dans le numéro du Franc Catholique du 2 janvier 1916, je lis ce qui suit : « Le général Percin invoque aujourd'hui le témoignage du général Pau. Soulement, coincidence fortuite, sans doute, celui-ci se trouve en Russie. »

Cette réflexion étant de nature à faire supposer à vos lecteurs que j'ai invoqué abusivement le témoignage du général Pau, je vous envoie, avec prière de l'insérer, une copie de la lettre que m'a adressée à ce sujet le ministre de la Guerre, M. Millerand, le 5 juin 1915.

« Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués. »  
Général PERCIN.

« Le Ministre de la Guerre à M. le général Percin.  
« Par lettre en date du 2 juin 1915, vous me demandez pour quelles raisons je ne fais pas de nouveau appel à vos services, alors que les conclusions du rapport du général Pau ont dégagé votre responsabilité dans les événements de Lille.  
« J'ai l'honneur de vous faire connaître que, à votre personnalité, ni vos connaissances professionnelles ne sont en cause, mais je me suis fait une règle de réserver les emplois de la zone de l'intérieur, de préférence, aux officiers généraux revenus du front, ou passés, depuis peu de temps, dans la section de réserve, et ayant exercé, autant que possible, un commandement aux armées.  
« D'autre part, le grand nombre d'officiers généraux remis à ma disposition par le général en chef et le petit nombre de places devenant vacantes à l'intérieur ne me permettent pas de fixer le détail — même approximatif — dans lequel il peut m'être possible de confier un commandement aux officiers généraux disponibles — et, en particulier, à ceux d'entre eux qui, comme vous, ont occupé dans l'armée des situations importantes pour lesquelles n'existent, en ce moment, que de très rares équivalences. »

## FRAGILITÉ

Des dépêches venues de Salonique annoncent que la police secrète allemande vient de découvrir les traces d'un vaste complot révolutionnaire à Constantinople. Il s'agissait de tuer Enver pacha, de renverser le gouvernement turc et de chasser les Allemands de Turquie.

Le complot n'est ni impossible, ni improbable. La dictature d'Enver pacha exercée par le moyen des Boches pèse lourdement aux épaules des Ottomans. Ceux-ci établissent le bilan de la politique du protégé du Kaiser. Ils n'étaient pas obligés de prendre parti dans le conflit des deux groupes d'alliance. La sagesse leur conseillait au contraire la plus stricte neutralité. Leur tradition les rapprochait de la France.

Or, au bout d'une année de sacrifices pour le roi de Prusse, à leur bilan ils inscrivirent : zéro.

Il est naturel alors que les Ottomans redoutent la continuation indéfinie d'une telle épreuve.

Sans doute le Kaiser leur montre l'Égypte, la Perse, l'Inde ! La monnaie de singe ne lui a jamais coûté.

Mais les Turcs sont fatigués de ces conquêtes en expectative. Ils sentent parfaitement que ce régime de guerre à large envergure a pour but d'occuper l'opinion et de maintenir à la dictature de l'Empire ceux qui l'ont créée à l'usage de leur ambition.

Le système n'est cependant pas sans périls. Et il est tout de fragilité. Un coup de couteau ou un coup de fusil, il s'écroule tout entier.

Les Allemands le sentent parfaitement et selon leur habitude se préparent à l'événement imprévu qu'ils prévoient ! Ils occupent les postes où l'on tient le gouvernement et desquels on donne l'impulsion à toute la machine. Ils veulent durer, même après la catastrophe, le temps nécessaire au moins pour que la défaillance subite de la Turquie ne prenne pas tournure en Orient de débâcle allemande.

Alors, à Constantinople, ils opèrent de nombreuses arrestations, ils lancent de tous côtés leurs espions et maître-chanteurs. C'est un régime de terreur.

On dit que Talaat bey, ministre de l'intérieur, n'approuve pas cette politique forcée et que, en ce qui le concerne, il n'a pas permis aux Boches de s'installer chez lui comme au ministère de la guerre, à la marine, aux finances et aux travaux publics.

Habilité d'un politique roué qui mise sur ses deux tableaux, mais dont il faut prendre note.

Lui aussi songe à la fragilité d'Enver-le-Boche. Il prend ses précautions en vue de l'événement possible.

Les Alliés prennent-ils leurs précautions ?  
C. BROUVILLE.

## Les Loyers Au Reichstag

Les propriétaires doivent s'aider entre eux

M. Bordenet, président d'un des quatre-vingts comités de quartier de la Chambre syndicale des propriétaires immobiliers, est un esprit sage. Il s'est permis de proposer, dans une assemblée de propriétaires, la constitution d'une caisse mutuelle afin de rembourser à ses adhérents les pertes subies par eux. Bien entendu, il n'a pas pu de succès. Il fut même très vivement pris à partie. Les possesseurs de propriétés immobilières veulent encaisser la totalité du montant de leurs loyers ; ils se prétendent créanciers de l'Etat. Cette conception a des partisans parmi les députés conservateurs sociaux. M. Lairolle, M. Pierre-Étienne Flandin, M. Joseph De-mais ont déposé des propositions de cette nature, mais il est peu probable que la Chambre accepte cette manière de voir.

En réalité, il ne pourra être question que d'une façon incidente d'indemnité à accorder aux propriétaires. C'est entre eux qu'ils doivent s'aider.

Si l'Etat intervenait en leur faveur, ce serait faire supporter à la collectivité les pertes subies par une catégorie de citoyens.

Pour quelle raison alors l'Etat n'accorderait-il pas son aide effective aux porteurs de valeurs mobilières n'ayant pas encaissé leurs coupons, aux commerçants, aux industriels, aux agriculteurs, aux membres des professions libérales, aux employés, aux ouvriers lésés dans leur revenu de travail pendant la durée des hostilités.

Les propriétaires veulent ignorer qu'il y a la guerre. Ils ne veulent pas se souvenir que leurs immeubles restent intacts. Ils se retranchent derrière le respect des contrats. Ils oublient qu'en vertu des privilèges dont ils jouissent et dont ils ont abusé, ils ont en quinze ans augmenté de 25 à 40 % le prix des locations.

Si le taux des loyers était ramené à celui d'il y a quinze ans, ce serait justice. En tous cas, les propriétaires ne doivent pas se faire d'illusion, les mobilisés qui ont défendu la patrie et en même temps la propriété ne sont nullement leurs débiteurs, même n'ayant pas acquitté les loyers. Au contraire, ce sont les propriétaires qui sont débiteurs de ceux qui, en s'opposant à l'envahisseur, ont assuré « la victoire ».

## Faits divers

**Collision d'autos**  
Ce matin, boulevard Voltaire, en face du n° 6, l'automobile 2384, conduite par le chauffeur Etienne, a tamponné le taxi-auto 5972-67 que pilotait le chauffeur Jacques Novet, de Levallois. Celui-ci a été assez gravement contusionné. Egalement blessés M. Moujeau Eugène, 28 ans, mécanicien, atteint à la jambe gauche et à la tête, et Mlle Bertrand-Bertrand Jeanne, 23 ans, modiste qui portait une plaie au front et des contusions à la jambe droite. Les deux personnes occupaient la voiture conduite par Novet. Après avoir reçu des soins dans une pharmacie voisine, les blessés ont pu regagner leurs domiciles.

**Voleur incendiaire**  
Vers 6 heures du matin, le jeune Goubaud, 14 ans, employé chez Mme Gramy, charcutière, rue de Tolbiac, s'introduisait par escalade dans la chambre à coucher de celle-ci, dans le but de voler de l'argent et des bijoux. Le voleur, en allumant son briquet, l'approcha des rideaux d'une tenture qui prirent feu. Les pompiers prévenus, arrivèrent en hâte et se rendirent simultanément maîtres du feu et du voleur. Ce dernier a été remis à la police par les pompiers.

**Désespérés**  
Ayant depuis la guerre, perdu la situation qu'il occupait, M. Jean Bécourt, 50 ans, employé de commerce, 53, rue des Martyrs s'est donné la mort en plaçant dans sa bouche le tuyau de son fourneau à gaz.

**Une panne au funiculaire**  
Une voiture du funiculaire de Belleville ayant déraillé à l'aiguille du Faubourg du Temple, sur le pont du canal, la circulation des trains a été interrompue de 10 heures à 11 heures du matin. Pas d'accident de personnes.

## IL VA MIEUX

**Tant pis!**  
Amsterdam, 17 janvier. — Suivant une dépêche de Berlin, le Kaiser est complètement rétabli de sa légère indisposition.

Lorsqu'il s'est rendu hier chez le chancelier impérial, il a été accueilli par les acclamations de la foule. Il est demeuré plusieurs heures chez M. de Bethmann-Hollweg avec qui il a eu, après le déjeuner, un long entretien.

**Il serait même sur le front**  
Amsterdam, 17 janvier. — On télégraphie de Berlin, à la date du 16, que le Kaiser est complètement rétabli, et qu'il est retourné, dans l'après-midi de ce jour, sur le théâtre de la guerre.

**La cocaïne au Sénat**  
Notre excellent ami et collaborateur Louis Marin, sénateur du Var, nous annonce que le discussion du projet de loi contre la cocaïne dans le Sénat aura lieu, jeudi prochain 6 à 7 heures au Sénat. Enfin !

## Tout était prêt... Les "Bleuets" errants

L'histoire est à la fois comique et navrant.

Comique parce que nos Poilus imberbes (si l'on peut ainsi s'exprimer) ont pris l'aventure joyeusement. Commencer sur le trimard leur vie de soldat quelle aubaine inspirée !

Navrant aussi pourtant parce qu'elle prouve encore qu'il n'y a rien de changé à la Cour du roi Pétaud qui, nul ne l'ignore plus, s'est installé rue Saint-Dominique.

Que ne nous avions pas promis, pourtant !

Tout est prêt pour les recevoir, nous répétait-on sur tous les tons. Les nouveaux soldats seront bien soignés, prudemment entraînés. L'hiver ayant des ruses d'Apaches ou de Boches, on veillera soigneusement à ce qu'ils n'aient pas froid.

On devait même leur servir des boissons chaudes. C'était exagéré, à ce point qu'un bleu de la 17<sup>e</sup> en l'idée humoristique d'aller rejoindre son corps en suçant ostensiblement un biberon plein de lait.

Il eut mieux valu moins parler, moins écrire de sottises et mieux prévoir. Car voici l'histoire stupéfiante qui nous revient.

Ils étaient quelques centaines de Parisiens qui avaient reçu l'ordre de se rendre à la gare la plus proche de leur domicile pour aller à Gueret. La plupart s'étaient présentés à la gare d'Orsay, d'où on les avait expédiés à Austerlitz. (Il est très simple de les y envoyer directement.)

Ils prirent donc le train, voyagèrent vingt-cinq heures et débarquèrent à Gueret. Coup de théâtre : On ne les y attendait pas.

On avait tout prévu, sauf qu'ils viendraient, et qu'il faudrait les recevoir, les loger, les revêtir, les nourrir.

En fait de boissons chaudes, de lits avec des draps, ils étaient dans la rue. Il fallut improviser tant bien que mal. On les dispersa dans les hôtels chez les habitants. Et cela dura deux jours.

Puis on leur annonça qu'on allait les réembarquer. Une dépêche nous apprend que c'est chose faite. Gueret renvoie ces hôtes inattendus. Ils sont en route pour Limoges. Ils y arrivent peut-être pendant que nous écrivons ces lignes.

Certes, les Limousins leur feront le meilleur accueil. Nous ne sommes pas

en peine pour nos fils, nos frères, nos jeunes amis.

Mais rien ne prouve encore qu'on les attende dans la grande cité limousine. Ce n'est peut-être qu'une seconde étape. Quoi qu'il en soit l'aventure est attristante parce qu'elle est un des multiples symptômes du mal qui nous ronge.

Avor tant promis, et donner ce spectacle-là !

Quand cessera-t-on de faire des phrases ?

Ce ne sont pas ses discours qui font reconnaître un chef, M. le Ministre de la Guerre : ce sont ses actes.

Qui est responsable de l'erreur de direction que nous signalons ?

Qui a donné ces ordres stupides, quels sont les bureaucrates assez sots pour commettre de pareilles bêtises ?

Il faut les connaître, et faire un exemple. Que tous sachent, une bonne fois, que les soldats ne sont pas des marionnettes pour fonctionnaires gâteux.

Allez-y, Gallien ! Sabrez-nous ça !  
Le pays vous applaudira.

J. G.

**Communiqués Officiels**  
Communiqué de 3 heures  
Rien à signaler au cours de la nuit, sauf entre Somme et Avre. Notre artillerie a été très active.

**Communiqué anglais**  
Journée calme en général.  
Bombardement ennemi vers Gienchy et Ypres. Notre artillerie a bombardé avec succès une position fortifiée de l'ennemi au nord d'Ypres.

**Un gouverneur boche des Balkans**  
Bucarest, 16 janvier. — La Epoca annonce qu'elle croit pouvoir affirmer, d'après des renseignements puisés à la meilleure source, que le départ de M. von Ezech, ministre plénipotentiaire allemand à Bucarest, est définitif.

Son successeur, le duc de Mecklembourg, centraliserait dans cette capitale toute la politique allemande en Roumanie, en Grèce, en Turquie et en Bulgarie.

## Les Articles du Général Percin

Ce que dit l' "Ardennais de Paris"



